



PRÉFET DE L'ISERE

Autorité environnementale
Préfet de l'Isère

**Décision de l'Autorité environnementale,
après examen au cas par cas,
sur la procédure de déclaration de projet emportant mise en
compatibilité du PLU de Fontanil Cornillon (38)**

Décision n° 08215U0235

10874

DREAL RHONE-ALPES / Service CAEDD
5, Place Jules Ferry
69453 Lyon cedex 06

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr>

Décision du 29 JUIL. 2015

**après examen au cas par cas
en application de l'article R. 121-14-1 du code de l'urbanisme**

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-10 à L.121-15 et R. 121-14 à R. 121-18 ;

Vu l'arrêté du préfet de l'Isère du 09/03/2015 portant délégation de signature à Madame Françoise Noars, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Rhône-Alpes, du 17 mars 2015, portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL pour les compétences générales et techniques pour le département de l'Isère ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative à la procédure de déclaration de projet n°5 emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Fontanil-Cornillon, reçue le 09/06/2015, et enregistrée sous le numéro F08215U0235 ;

Vu la contribution de la délégation territoriale de l'Agence Régionale de la santé (ARS) en date du 17/07/2015 ;

Vu la consultation de la direction départementale des Territoires de l'Isère en date du 18/06/15 ;

Considérant que la procédure d'urbanisme vise à permettre la construction de 88 logements dont 34 logements sociaux sur un tènement de 13 000 m² au lieu-dit Chancelière Nord, au droit de la RD 1075, de la rue de Chancelière et de la rue du Lanfrey, à proximité du futur terminus de la ligne E de tramway Palluel, sur la commune de Fontanil-Cornillon ;

Considérant que la procédure vise à modifier le zonage UX (secteur réservé aux installations industrielles, aux activités artisanales, aux bureaux, aux locaux d'entrepôts et de services) en une zone UCj au PLU (zone d'habitat mixte en renouvellement urbain), avec orientation d'aménagement et de Programmation et règlement associés ;

Considérant que le projet est inclus dans l'espace préférentiel de développement, délimité par le SCoT de la Région Urbaine Grenobloise et qu'il participe à l'effort d'intensification urbaine demandé par le contrat d'axe de la ligne E ;

Considérant que le terrain concerné par le projet est aujourd'hui occupé par trois bâtiments industriels d'une surface d'emprise au sol d'environ 3 000 m², que le reste du tènement est artificialisé et que la procédure d'urbanisme prévoit de réinvestir ce site en proposant des formes urbaines d'une densité supérieure à 0,5 en compatibilité avec le SCOT ;

Considérant la localisation du projet en zone inondable de risque faible Bi'1 au PPRN communal ;

Considérant que le projet d'aménagement devra intégrer la problématique « nuisances sonores » conformément aux prescriptions fixées par la réglementation en matière de construction au voisinage des infrastructures de transport terrestres bruyantes, du fait de sa situation dans la zone affectée par le bruit au voisinage de la RD 1075 (classée de catégorie 4) et du futur tramway ;

Décide :

Article 1

En application de la section deuxième du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'urbanisme, et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, **la procédure de déclaration de projet n°5 emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Fontanil-Cornillon (38), n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 121-14-1 (IV) du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations, procédures ou avis auxquels le projet de document d'urbanisme peut être soumis par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R. 121-14-1 (V) du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public. Elle sera publiée sur le site Internet de la préfecture.

Pour le préfet, par délégation

Pour la direction de la DREAL
et par délégation
Le chef du service CAEDD



Gilles PIROUX

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de l'Isère, à l'adresse postale suivante :
DREAL Rhône-Alpes, CAEDD / Unité AE
69 453 Lyon cedex 06

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux et être adressé au

Tribunal administratif de Grenoble
2 place de Verdun
BP 1135
38 022 Grenoble cedex

(Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
92055 Paris-La-Défense cedex

